

EDITORIAL

VOUS AVEZ DIT COMPETITIVITE ?

« **C**OMPETITIVITE, AIDES AUX PATRONS, TVA, ... Au secours la droite revient ! » C'est le titre de la page de couverture de Politis en surimpression d'une photo de François Hollande et Jean-Marc Ayrault.

« En finir avec la compétitivité » c'est le titre d'un document rédigé par des responsables d'ATTAC France et de la Fondation Copernic. Décidément le mot est à la mode !

Début novembre, le Président de la République et le Premier Ministre ont annoncé qu'ils reprenaient, pour l'essentiel, les conclusions du Rapport Gallois. Le contraire aurait été étonnant puisque les travaux du « Commissaire général à l'investissement » ont été réalisés, depuis juillet, en liaison étroite avec les Ministères concernés.

20 milliards d'aides aux entreprises, sans conditions ni contreparties. Mieux, les décharges de cotisations sociales et les dégrèvements d'impôts qui leur sont accordés sont financés par une augmentation de... la TVA. Satisfaction au MEDEF. Rires dans le camp de l'ancien Président. « Révolution copernicienne pour la gauche », s'enflamme Pierre Moscovici, ancien disciple de DSK, ministre de l'économie et des finances. C'est deux fois moins d'augmentation de TVA que Sarkozy, se justifie Ayrault. Bref, l'ex nous promettait 100 coups de bâton, nous n'en recevons que 50, de quoi nous plaignons-nous ?

Après le coup du TSCG, il était difficile de faire mieux en matière de reniement.

REPRENONS LE PROBLEME : notre pays souffrirait d'un déficit de compétitivité dû à un coût du travail trop élevé par rapport à l'Allemagne. Rappelons qu'entre 2003 et 2005, les lois Hartz (du nom de l'ex-DRH de Volkswagen, conseiller du « socialiste » Gerhard Schröder) ont imposé, outre-Rhin, une

formidable régression sociale ; si bien que, entre 2003 et 2010, le pouvoir d'achat du salaire médian a baissé de 5,6%.

Déjà la campagne d'opinion commence. Renault, dont l'Etat est actionnaire, fait pression sur les salaires de ses employés français. Ils sont plus chers que les espagnols à qui on a fait accepter des baisses de revenus en leur expliquant que les roumains se contentaient de moins. Et puis, au bout, il y a les chinois, puisque « nos » transnationales, dont les dirigeants européens sont les exécutants zélés, nous

imposent des relations commerciales totalement déséquilibrées avec cette dictature.

LE DOCUMENT ATTAC-COPERNIC pointe les causes des difficultés rencontrées par notre industrie : dépenses de recherche et développement insuffisantes, PME pressurées par des transnationales voraces, part dévolue aux actionnaires passée de 5,6% à 9% de la valeur ajoutée brute. Pour la zone euro, il faut ajouter la surévaluation de la monnaie unique qui a « gagné », entre 2002 et 2008, 78% par rapport au dollar !

Le document insiste surtout sur l'essentiel : il faut rompre avec cette logique de compétitivité. Il y a nécessité absolue d'arriver, au niveau mondial, à une nouvelle trajectoire économique durable fondée sur l'économie des ressources et la qualité des productions. Ce nouveau modèle de développement devra reposer sur le principe de la coopération et non sur celui de la concurrence.

Nous en sommes encore loin. Pour y arriver, il faudrait que les peuples aient la parole ; or, des milliards d'individus vivent encore sous des régimes dictatoriaux et / ou corrompus, même si des progrès ont été faits dans certaines zones comme l'Amérique du Sud.

(suite en page 2)



EDITO (suite)

POUR NOUS FRANÇAIS, nous devons résoudre le problème de la construction européenne. On ne peut continuer à s'engager dans l'impasse actuelle avec cette guerre commerciale entre les pays du continent et entre ces pays et le reste du monde. Arrêtons de céder au chantage à la dislocation de la zone euro. Invertissons les données du problème. Qui a le plus à perdre : le banquier allemand ou le travailleur grec ? Et s'agissant du problème franco-allemand, pourquoi ne pas demander à Mme Merkel la suppression des lois Hartz ?

Le 14 novembre, pour la première fois, les travailleurs européens étaient dans la rue pour protester contre la politique d'austérité. A Clermont-Ferrand, ATTAC 63 et le Collectif Dette ont défilé avec les organisations syndicales.

Aborder sans tabou les problèmes de l'UE, c'est un des objectifs que nous fixons à notre prochaine Université d'automne qui se tiendra le 1^{er} décembre 2012.

Claude VALLENET



COTISATIONS 2012

L'ADHESION SE FAIT PAR ANNEE CIVILE et permet d'être à la fois membre d'ATTAC 63 et d'ATTAC national. Pour ré-adhérer, vous pouvez utiliser le bulletin d'adhésion départemental ou le bulletin pré-rempli joint au journal national LIGNES D'ATTAC arrivé début janvier et le retourner à l'adresse indiquée.

Au début de chaque mois, ATTAC France nous communique la liste départementale des adhésions ou ré-adhésions du mois précédent. N'oubliez pas, ATTAC ne vit que des cotisations de ses adhérents. La cotisation à ATTAC donne droit à déduction fiscale.

ATTAC France a envoyé, le 6 novembre, une lettre de rappel aux adhérents non à jour.



AGENDA DES PROCHAINES SEMAINES



LA VIE INTERNE D'ATTAC 63

MERCREDIS 21 NOVEMBRE ET 19 DECEMBRE A 20H00, au siège :
REUNIONS DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ATTAC 63 AUX AUGUSTES



ATTAC est présent au café-lecture « Les Augustes », 5 rue sous les Augustins à Clermont-Ferrand. Un samedi par mois, de 17h à 19h, nous convions le public à une

discussion sur un ou deux sujets d'actualité plus ou moins abordés ou déformés par les grands moyens d'information aux mains des groupes financiers.

Prochaines séances : SAMEDI 15 DECEMBRE 2012 ET SAMEDI 19 JANVIER 2013

UNIVERSITE D'AUTOMNE D'ATTAC 63

Elle se déroulera le SAMEDI 1ER DECEMBRE, DE 9H A 18H, au Centre Jean Richepin. Il sera possible de prendre le repas de

midi au Corum Saint-Jean (voir feuille annexe).

POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE

Collectif pour
un audit citoyen
de la dette publique



VENDREDI 7 DECEMBRE A 20H,
Maison du temps libre, Mezel
CONFERENCE CITOYENNE
D'AUTOMNE : « *OU VA L'EUROPE ?* »
Avec Claude VALLENET,
président d'ATTAC 63.